

A propos de l'électorat palestinien d'Israël, par Soheir Asaad

Palestinienne citoyenne d'Israël, avocate des droits humains, militante politique jusqu'à récemment membre du comité central du parti Balad . Elle vit à Haïfa.



Soheir Asaad

Propos recueillis par Michèle Sibony 20 avril 2019

1- Ici en France nous entendons diverses appréciations sur les positions de l'électorat palestinien d'Israël . Un électorat qui semble très divisé. Comment expliquez vous ces divisions et les nouvelles coalitions après la dissolution de la liste arabe unie? Le vote récent de la loi état nation a-t-il joué un rôle dans ces divisions?

SA – le public palestinien d'Israël a des positions

différentes sur les élections et sa participation. Les partis politiques traditionnels ont leurs électeurs . Il y a aussi ceux qui boycottent par principe les élections, parce qu'ils pensent que voter donne une légitimité au parlement israélien, la Knesset, qui opprime les Palestiniens en général et ceux d'Israël en particulier . Ceux qui votent considèrent qu'il s'agit d'un canal légitime permettant un travail efficace pour obtenir plus de droits pour les Palestiniens , ils pensent aussi que c'est un bon terrain pour une plateforme nécessaire au débat politique et d'influence sur ce qui se passe en Palestine en général et sur les questions concernant plus précisément les Palestiniens d'Israël.

Les partis en lice dans ces dernières élections étaient: Hadash, un parti lié au parti communiste israélien ils sont comme lui sensibles aux questions de classe , et soutiennent historiquement une intégration des citoyens palestiniens d'Israël sur la base de droits égaux. Ahmad Tibi a construit le parti Ta'al autour de sa personne et participé à plusieurs sessions parlementaires ces dernières années. Il est à présent coalisé avec Hadash. Puis il y a le parti Balad parti national démocratique – un nationalisme qui doit être entendu différemment qu'en Europe, dans le cadre de Balad ce nationalisme se fonde sur la solidarité des victimes, comment elles s'organisent pour préserver leur identité nationale menacée.

Il ne s'agit pas d' une idéologie nationaliste mais plus une stratégie d'organisation au sein de la communauté ; Sachant qu'Israël travaille depuis des années à dissocier la communauté a y développer un sectarisme et favoriser le système familial (au

sens des grandes familles tribales d'origine NDLT) et le repli sur les villages, il s'agit donc ici d'un nationalisme qui n'est pas idéologique mais d'un outil stratégique pour retrouver l'unité nationale et la possibilité de lutter pour nos droits. Sans parler du fait que les valeurs démocratiques défendues par Balad entreraient en contradiction avec une idéologie nationaliste. Enfin il y a Ra'am qui est celui des mouvements islamiques qui a choisi de concourir à la Knesset, un autre groupe du Nord refuse d'y participer.

En 2015 lorsque la liste arabe unie a coalisé ces partis elle promettait d'unir les Palestiniens et a réveillé un grand espoir dans le public palestinien. Ils pensaient que cette liste les représenterait à la knesset mais qu'elle leur permettrait aussi de travailler à des questions concernant la communauté palestinienne hors du parlement. Leur déception a été grande et par les choix faits à l'intérieur de la knesset et ceux concernant les droits des palestiniens .

Puis Ahmad Tibi a choisi de quitter la liste unie parce qu'il pensait gagner ainsi plus de sièges pour son parti au Parlement . Il y a eu des discussions internes aussi sur qui ferait partie de la liste unie et les négociations ont conduit à sa dissolution . Ce n'est pas une division qui a pris des aspects idéologiques, elle portait plutôt sur la coalition pour les élections au parlement.

Pour faire le lien avec la loi sur l'état nation du peuple juif, il faut préciser qu' aucun parti ne s'est retiré de la liste unie en raison de points de vue divergents sur la loi état nation, il n'y a pas eu de différends autour de cela. La liste unie avait donné un faux espoir d'unité aux Palestiniens alors

qu'en fait pour certains des partis c'était une question de survie électorale, après que le gouvernement israélien a fixé le seuil électoral . Nous aurions espéré que la division se joue autour de débats politiques mais cela n'a pas été le cas. En fait il n'y a pas de lien avec la loi état nation je crois, sauf le suivant : cette loi a été un indicateur de l'échec de la communauté à s'organiser contre une telle loi discriminante et à utiliser cette unité contre elle.

2- A la lumière des résultats comment voyez vous l'évolution politique du secteur arabe. La minorité palestinienne va-t-elle continuer à défier les partis sionistes dans ou hors de la knesset, ou bien se retirera-t-elle pour s'occuper d'elle même et éviter la confrontation ?

Le problème dès que l'on se pose la question des résultats aux élections est que cela conduit à conférer à ce parlement une centralité pour les Palestiniens alors que la question devrait être: avons-nous un projet politique national, et non de savoir si nous participons ou si nous boycottons les élections. Si nous avons un projet politique national nous pourrions décider si stratégiquement nous voulons participer aux élections pour le parlement. Ce débat ne se produit pas, personne ne le met sur la table, et je pense que cela affecte les gens.

Donc les discussions ont été très dichotomiques, et ceux comme moi qui sont plus concernés par la vraie question ne sont pas audibles parce que justement c'est la période électorale et les gens sont tous mobilisés autour de cet enjeu. Je pense que les gens devraient essayer dans la période post élections, d'évaluer ce qui s'est passé durant les élections et

de voir comment les partis politiques palestiniens ont été sauvés par l'électorat arabe qui a choisi de les soutenir malgré son désappointement (il y a eu 53% de votants comme en 2013 lors des élections qui ont précédé la liste arabe unie de 2015.)

Il faudrait évaluer les partis politiques, leurs contributions , ce qu'ils ont fait ces dernières années et aussi étudier les mouvements qui boycottent, s'ils apportent leur contribution à la construction d'un projet politique plutôt que d'apparaître au moment des élections en concentrant tous leurs efforts et travaux autour du parlement. Je pense que l'objectif de la Knesset s'est transformé avec les années d'un outil stratégique de plaidoyer pour les droits des palestiniens en un acteur très central qui façonne tout le mouvement politique palestinien en Israël. Alors que nous devrions construire un mouvement national qui comprenne son existence comme partie d'une communauté opprimée par le régime israélien et non comme une opposition ordinaire dans dans un état normal démocratique, mais plutôt dans un état colonial . Un mouvement qui tente d'établir un projet national qui relie les problèmes quotidiens des palestiniens citoyens d'israël – en tant que citoyens car ils ont des problèmes de discrimination dans l'éducation, le logement , le travail – au lieu d'aborder ces discriminations de façon séparées, et qui les appréhende dans un contexte et un cadre politique plus large, en les traitant comme autant de questions politiques et pas seulement de classe par exemple. Un mouvement qui travaille l'intersectionnalité avec laquelle ces questions des difficultés des Palestiniens d'Israël doivent être comprises. Au lieu de cela, ce que la knesset nous a fait c'est de transformer ces problèmes quotidiens

en problèmes qui doivent être résolus par les canaux parlementaires au lieu de problèmes sur lesquels les Palestiniens se battent et luttent.

Par exemple si vous devez défendre des travailleurs pour leurs droits vous enverrez une lettre à un député de la Knesset au lieu de créer des syndicats dans la communauté et de construire plus d'autonomie institutionnelle interne qui articule la lutte des travailleurs avec le fait qu'ils sont Palestiniens et opprimés comme tels. Et cela a transformé notre discours politique en quelque chose que les partis politiques ont façonné, une parole partisane au lieu d'une parole élaborée avec la communauté, et qui l'engage dans le débat sur ce discours politique. Je crois que ce sont là les questions auxquelles nous devrions nous attacher: comment réaliser cela? Et aussi que suggérons nous pour toutes ces personnes? Au lieu de ne traiter avec elles que comme un pouvoir électoral qui vient une fois toutes les quelques années pour voter et non comme un corps actif élaborant le débat politique et le projet en général.

3 –Voyez vous une quelconque possibilité d'accord dans le cadre électoral avec un parti juif? (Gantz avait déclaré qu'il souhaitait être soutenu au parlement par les partis palestiniens, mais qu'il ne passerait pas d'accords avec eux. Il a été dit qu'une partie de l'électorat palestinien voulait voter pour Gantz afin d'arrêter Netanyahu (est ce ne recommandation de Hadash?) que s'est -il vraiment passé?

Je crois que le débat autour de B. Gantz et de son parti politique formé quelques mois avant les élections, n'était pas de voter ou non pour eux . La question était, et les partis politiques en

Particulier Hadash et A. Tibi ont contribué à ce discours, de faire barrage à l'aile droite, aux fascistes, ce qui visait B. Netanyahu . Je crois que c'était très problématique et que cela a façonné le discours palestinien autour de la nécessité d'arrêter la droite, au détriment d'une information sérieuse sur qui est réellement B. Gantz. En Israël le débat gauche-droite est inopérant. Gantz a formé un parti dont les membres sont très majoritairement des généraux de l'armée , et qui ont commencé la campagne en indiquant comment ils étaient fiers d'avoir bombardé les Palestiniens à Gaza , ou combien de bâtiments ils avaient détruits. Gantz a déclaré qu'il était très fier d'être celui qui « avait ramené Gaza à l'âge de pierre » . Si c'est cela la gauche, alors je ne sais pas ce qu'est la droite ! Je crois que le fait que Gantz ait déclaré : je ne suis ni de droite ni de gauche, l'a situé plutôt à gauche dans l'esprit des gens . En fait il a déclaré qu'il n'était ni de droite ni de gauche mais « patriote » un patriote israélien . Fondamentalement tout son discours à la population israélienne était très militariste et axé sur toujours plus de haine et d'incitation contre les Palestiniens. La plupart des débats autour des droits des Palestiniens durant ces élections israélienne n'ont pas montré de différence d'approche idéologique. Par le passé on discutait de négociations , d' une solution à deux états, de qui souhaitait plus de colonies. Ici le débat a essentiellement consisté en une compétition entre eux, autour de qui est plus agressif ou plus dur envers les Palestiniens , et ils utilisaient ces mots, qui est plus déterminé en face des Palestiniens, qui peut montrer un Israël plus fort au sens militaire. Donc je crois que dans ce débat israélien interne sur comment ils veulent opprimer

les Palestiniens et comment ils sont plus durs ou agressifs , nous n'avons pas de place, ce n'est pas un débat pour nous. Pour mieux comprendre ce qui se passe en Israël , les gens devraient se débarrasser de la comparaison avec d'autres gouvernements oppressifs ou de droite dans le monde, car en Israël le problème n'est pas la gauche ou la droite. Des partis politiques qui étaient considérés à gauche sont responsables du projet de colonisation, et aussi de nombreuses guerres contre les palestiniens. Je crois que la véritable question est celle du type de régime que nous avons. Or le régime qui a été établi en Israël après la Naqba était un régime politique et légal qui s'est installé par la force , par le déplacement forcé des Palestiniens, le contrôle de la terre , de la démographie et bien d'autres problèmes. c'est cela que nous devrions regarder pour comprendre que changer de gouvernement ne nous débarrasse pas de l'oppression, ne nous débarrasse pas du sionisme , on remplace ceux qui causent l'oppression et l'expriment en actions, mais on ne touche pas le noyau dur du régime.

Je pense que les Palestiniens devraient être très prudents avec cette terminologie droite-gauche , et devraient se concentrer sur comment confronter ce régime dans son entier, incluant toutes ses composantes, en incluant aussi les Cours de justice qui légitiment les discriminations et les lois et politiques injustes envers les palestiniens, et pas seulement le parlement. Je crois que les partis politiques palestiniens ou du moins certains d'entre eux ont fait une grave erreur en tentant de plaider pour Gantz – Tibi et Hadash en l'occurrence – alors que Gantz continuait à affirmer qu'ils ne voulait pas d'eux, car en face de Netanyahu qui usait de racisme et d'incitation contre les Palestiniens pour

obtenir des voix, il ne voulait pas être de reste.

4 –Une partie de l'électorat palestinien a choisi l'abstention . Quels étaient leurs arguments ?

Il y a eu des boycotts de principe , des abstentions usuelles, et des abstentions de gens qui voulaient un meilleur fonctionnement des partis. Ces derniers ne se sont pas abstenus par principe mais pour marquer leur déception ils n'ont pas voté à cause de la dissolution de la liste unie et d'autres problèmes. Quant à ceux qui boycottent les élections par principe ils défendent la position de ne pas donner de légitimité à ce parlement israélien. Ce n'est pas nouveau et cela se reproduit à toutes les élections. Ils expriment aussi un point de vue moral, en votant on soutiendrait les crimes et l'oppression contre les Palestiniens , ce qui transforme la question politique en question morale . C'est un débat sérieux qui devrait être conduit avec eux . Là encore il devrait s'agir pour eux de poser les termes du débat et de dire ce qu'ils suggèrent comme projet politique, sans se focaliser sur le Parlement, car en faisant cela ils posent l'objet de leur boycott comme la question centrale ils n'abordent pas les autres discussions . Ils ne contribuent pas à ces questions depuis des années. Nombre d'entre eux sont je pense des activistes indépendants et ont tous les droits de boycotter, mais pour ceux d'entre eux qui sont membres de mouvements et qui s'abstiennent par principe,ils devraient tenir avec plus de responsabilité leur rôle dans la formation du discours politique et du débat public chez les Palestiniens car dans les dernières années ils n'y ont pas contribué .

Je pense que si nous reprochons aux partis politiques palestiniens qui entrent à la knesset de

n'être pas capables de concevoir un projet national pour les Palestiniens , nous pouvons également blâmer ceux qui sont dans ce mouvement de boycott parce qu'ils ne contribuent pas ni ne travaillent à cet objectif. En abordant la question du boycott par le biais moral, en accusant ceux qui vont voter d'un point de vue moral ils fuient leurs responsabilité .

Ainsi les boycottteurs de principe surgissent toutes les quelques années au moment des élections pour poser la question du boycott pour prendre une position morale sur la participation et n'ont rien à proposer. Mais ce n'est pas entièrement de leur faute, c'est une responsabilité partagée par tous les mouvements qui luttent en Israël pour les droits des Palestiniens.

5 – D'autres Palestiniens disent qu'ils attendent de leur représentants à la Knesset une amélioration des politiques à leur égard, la défense du statut de la langue arabe par exemple, un pas en arrière dans la loi état nation, des acquis concrets...

A propos des réalisations ou des acquis par la voie parlementaire, je pense qu'ils ont toujours été limités et le seront toujours. Les partis politiques palestiniens dans la Knesset ne devraient pas tromper leur public en prétendant qu'ils obtiennent plus de droits au parlement. Le régime israélien devient de plus en plus opprimant. Ce qu'a déclaré Benjamin Netanyahu après les élections est une indication sur leurs plans de poursuivre des politiques de plus en plus opprimantes et privant de droits les Palestiniens . Netanyahu parle à présent d'annexer la Cisjordanie et nous devons nous attendre à encore plus de pertes en application de la loi État Nation . Aucun candidat israélien n'a promis de ralentir quant à l'application de cette

loi, de la modifier ou de la retirer. Nous verrons dans les années qui viennent comment cette loi se traduira en actes. Il s'agit donc de tromper le public en racontant cela. La Knesset a constitué une plateforme politique pour les Palestiniens pour exprimer leur état d'esprit et parler des droits des palestiniens citoyens d'Israël , mais les partis palestiniens ne devraient pas promettre ce qu'ils ne peuvent apporter. Avec les années nous verrons de moins en moins de réalisations, non qu'ils soient à blâmer pour cela , c'est la nature du régime israélien. Ils ne sont pas un gouvernement et même pas une opposition traditionnelle .Ils sont l'opposition au sein du parlement d'un état colonial.

S'ils choisissent de rester à la Knesset les partis devraient être transparents et dire aux gens ce qui peut réellement être fait par ces canaux, et les limites des réalisations, commencer par dire pourquoi nous avons besoin de cela stratégiquement, non pas comme d'une stratégie en soi mais comme partie de la lutte et du projet national. Ils devraient évaluer comment cette participation contribue aux droits des Palestiniens, non comme une question centrale , mais comme un élément du projet national pour les palestiniens d'Israël et pour les Palestiniens en général.